

Face à l'urgence climatique :

Quelle place pour la science

dans les décisions politiques ?

Réseau des Jeunes Engagés pour le Climat (JEC)

Novembre 2021

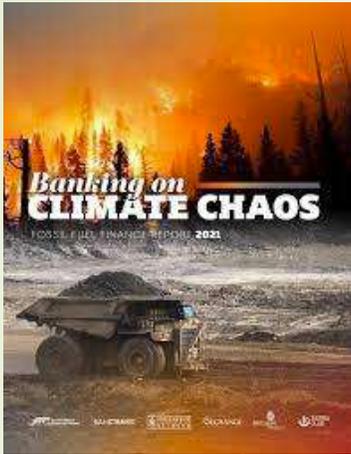


Jérémy DÉSIR

Accord de Paris — COP21

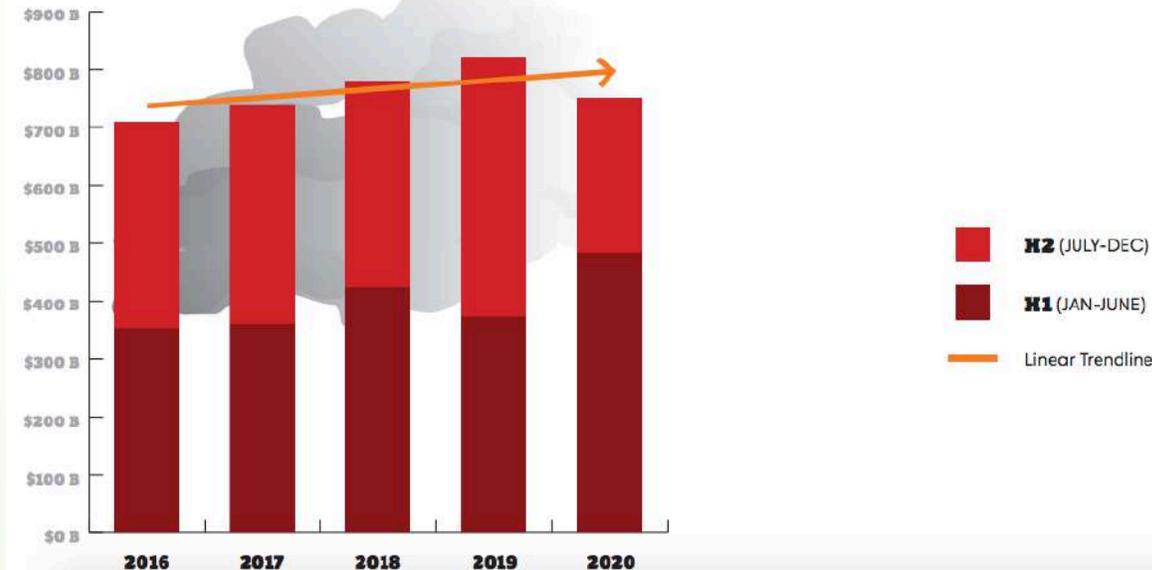
- ▶ Lors de la COP 21 à Paris, le 12/12/2015, les pays membres de la CCNUCC (Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques) sont parvenus à un accord historique pour lutter contre le changement climatique, consistant à :
 - a) *Maintenir l'augmentation de la température moyenne mondiale bien en deçà de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et poursuivre les efforts visant à limiter l'augmentation de la température à 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels [...];*
 - b) *Accroître la capacité d'adaptation aux effets néfastes du changement climatique, favoriser la résilience climatique et le développement de faibles émissions de GES, de manière à ne pas menacer la production alimentaire ;*
 - c) **Rendre les flux financiers compatibles** avec un développement à faibles émissions de GES et résilient au changement climatique.

Accord de Paris — COP21

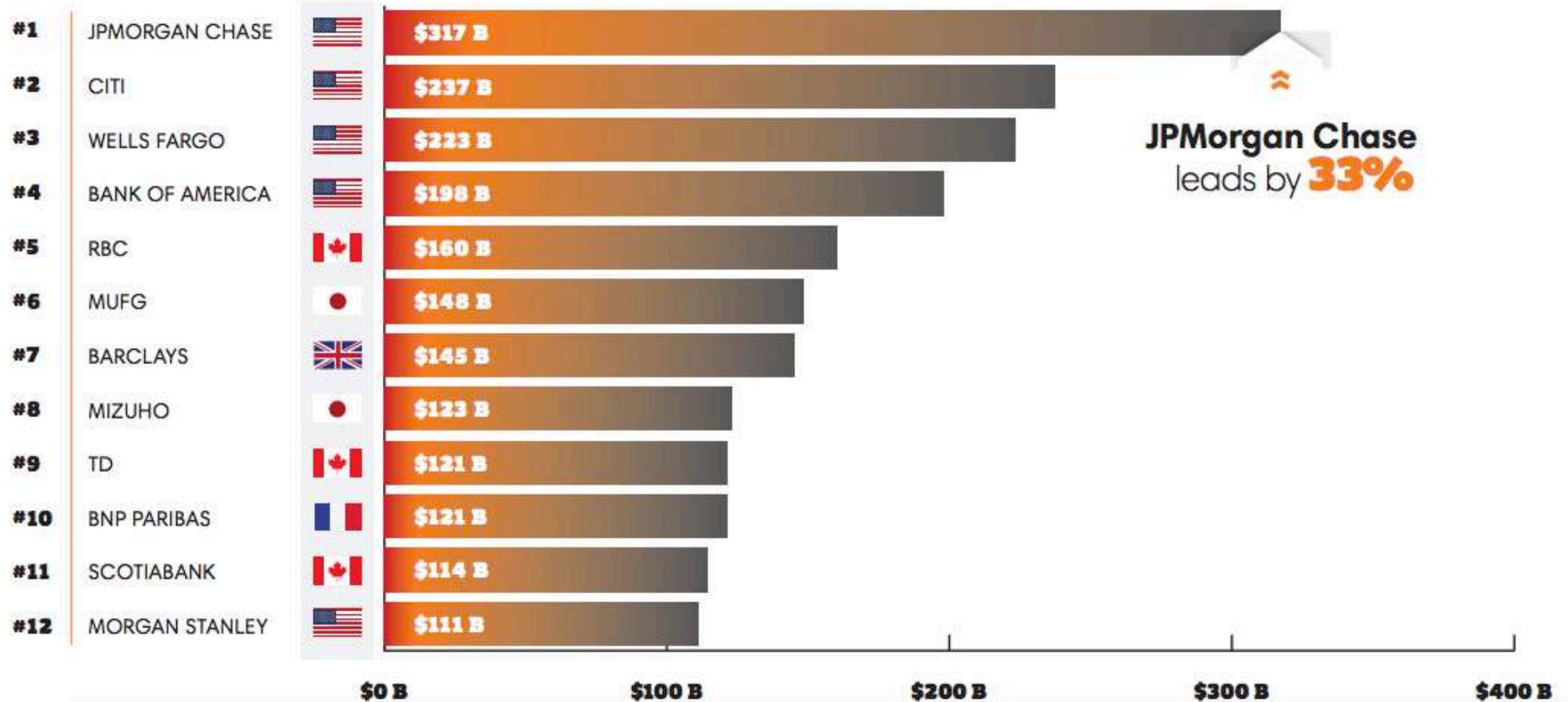


- ▶ Pourtant, suite à l'adoption de l'Accord de Paris, 60 banques privées internationales ont accordé \$3'800 milliards en prêts, souscriptions obligataire et émission d'actions aux énergies fossiles entre 2016 et 2020, avec un volume de financements en hausse chaque année jusqu'en 2019.

GLOBAL FOSSIL FUEL FINANCING 2016-2020 (BILLIONS \$USD)



FOSSIL FUEL FINANCING 2016-2020 (BILLIONS \$USD)



Et aujourd'hui ?



WHAT DO WE NEED TO ACHIEVE AT COP26?

SECURE GLOBAL NET ZERO BY MID-CENTURY AND KEEP 1.5 DEGREES WITHIN REACH.

Countries are being asked to come forward with ambitious 2030 emissions reductions targets (NDCs) that align with reaching net zero by the middle of the century. To deliver on these stretching targets, countries will need to accelerate the phase-out of coal, encourage investment in renewables, curtail deforestation and speed up the switch to electric vehicles.

ADAPT TO PROTECT COMMUNITIES AND NATURAL HABITATS.

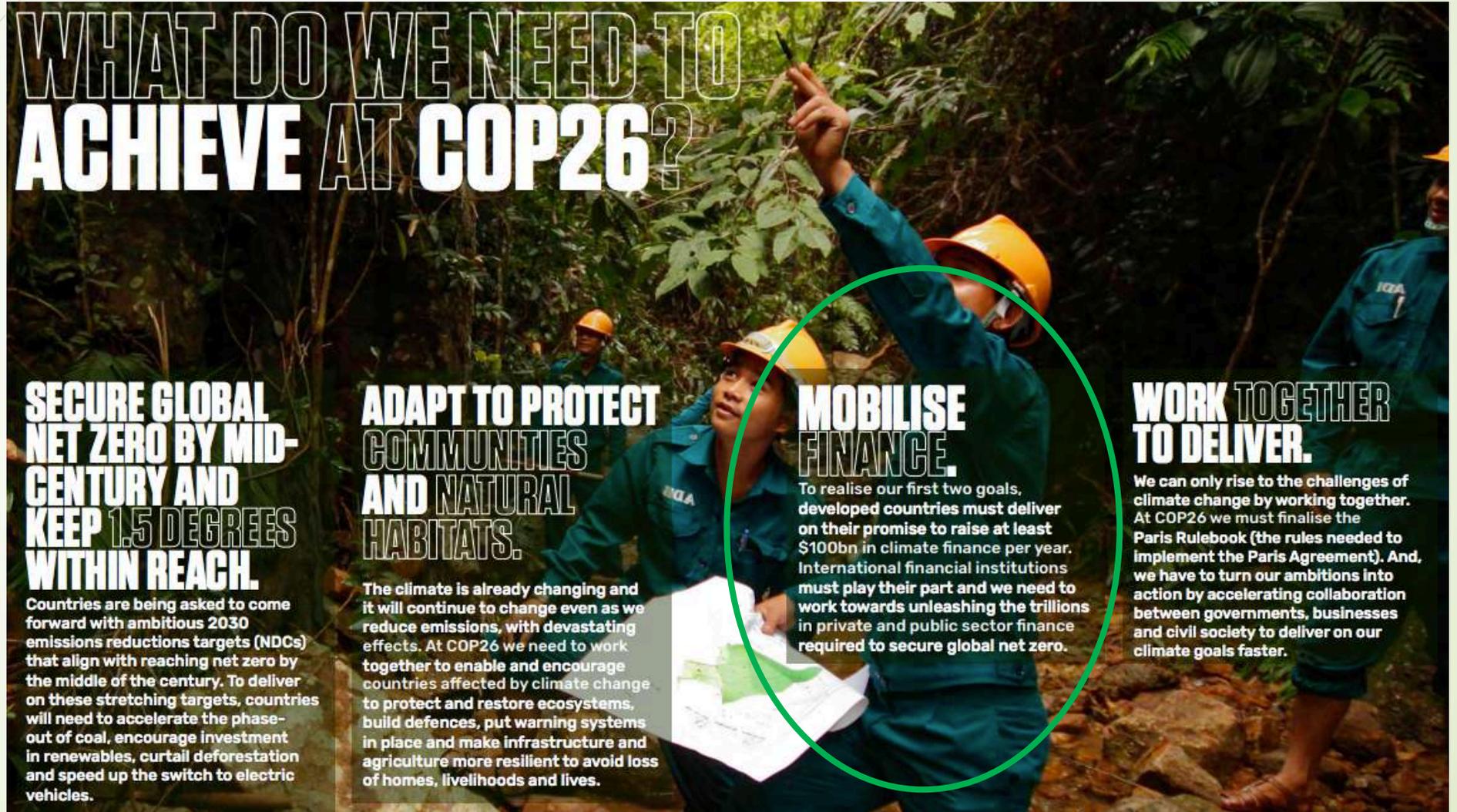
The climate is already changing and it will continue to change even as we reduce emissions, with devastating effects. At COP26 we need to work together to enable and encourage countries affected by climate change to protect and restore ecosystems, build defences, put warning systems in place and make infrastructure and agriculture more resilient to avoid loss of homes, livelihoods and lives.

MOBILISE FINANCE.

To realise our first two goals, developed countries must deliver on their promise to raise at least \$100bn in climate finance per year. International financial institutions must play their part and we need to work towards unleashing the trillions in private and public sector finance required to secure global net zero.

WORK TOGETHER TO DELIVER.

We can only rise to the challenges of climate change by working together. At COP26 we must finalise the Paris Rulebook (the rules needed to implement the Paris Agreement). And, we have to turn our ambitions into action by accelerating collaboration between governments, businesses and civil society to deliver on our climate goals faster.



La promesse faite à la COP15 (2009) par les pays riches n'est toujours pas respectée

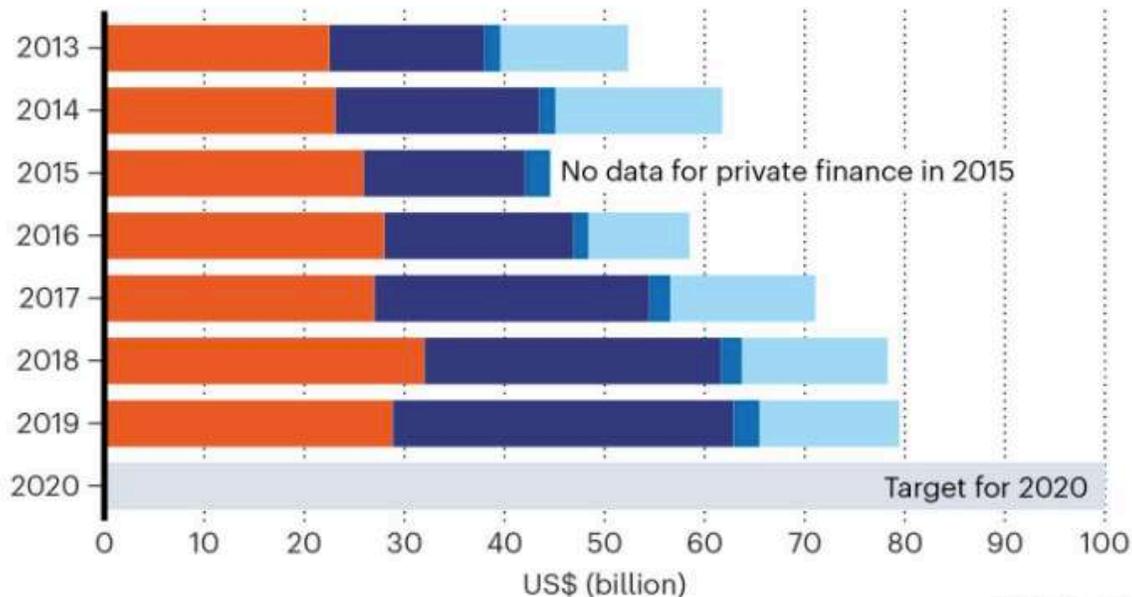
The broken \$100-billion promise of climate finance – and how to fix it

Analysis: Why climate-finance 'flows' are falling short of \$100bn pledge

MISSED TARGET

Rich countries promised developing nations US\$100 billion a year in climate finance by 2020.

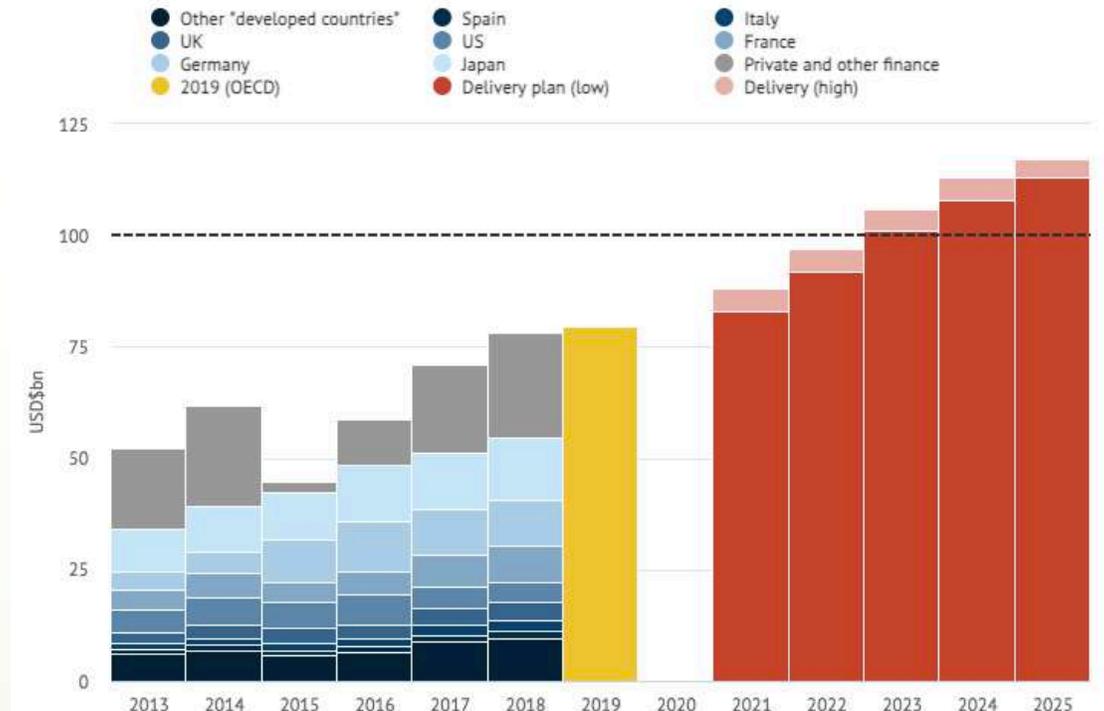
■ Bilateral finance
 ■ Multilateral finance*
 ■ Export credits
 ■ Private finance



*Including financing through multilateral development banks.

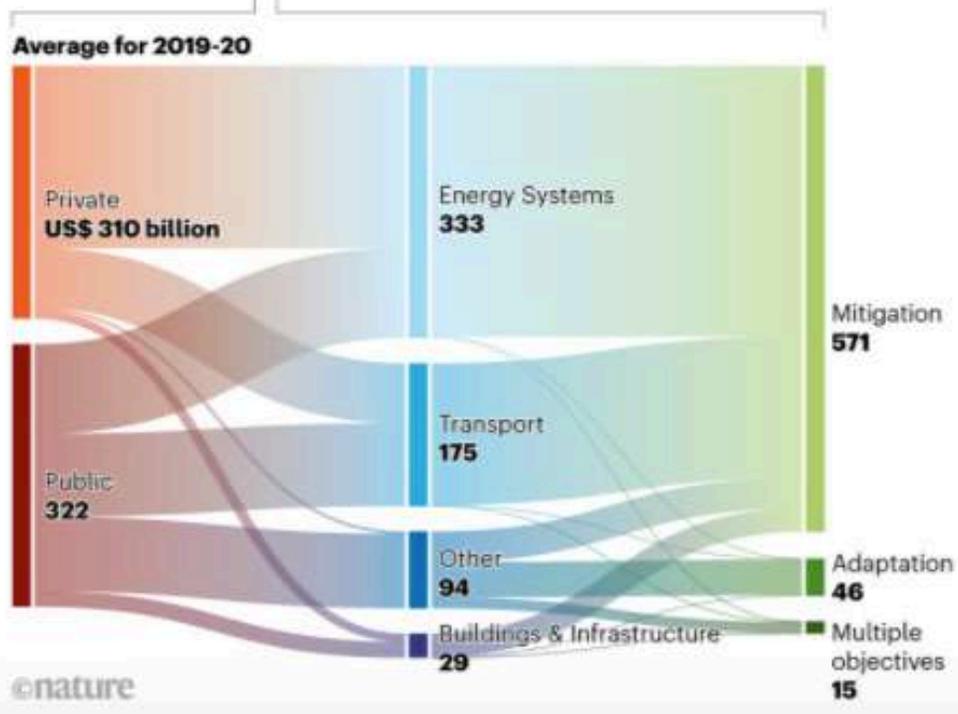
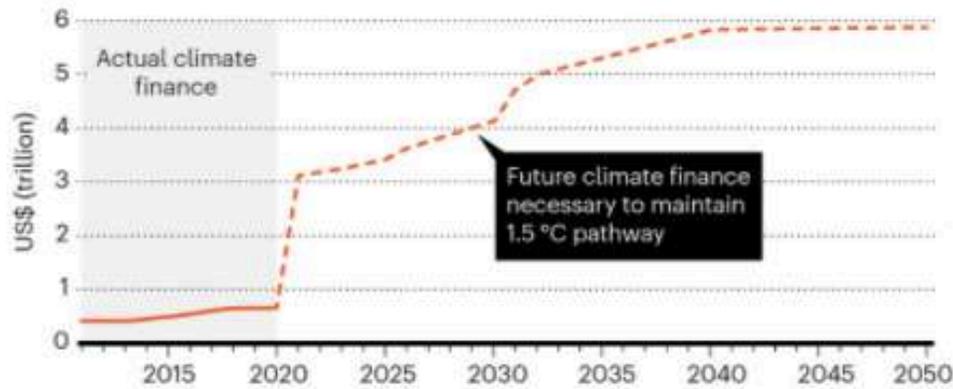
Richer nations have missed their target to raise \$100bn annually by 2020

Climate finance contributions so far have been dominated by a handful of large nations providing loans to poorer countries



THE CLIMATE-FINANCE UNIVERSE

Climate financing already exceeds US\$600 billion, but a steep rise is needed to avoid warming in excess of 1.5 °C. Around half of climate-related financing is private; much of it goes to mitigation projects in energy systems (such as solar and wind farms).



► Estimation des flux financiers liés au climat dans et entre les pays (2019-2020) :

\$632 milliards (mds)

- Soit 0.7% du PIB mondial
- ~ ½ de financements privés
- Dont une grande partie pour les énergies renouvelables

► Or, pour ne pas dépasser 1.5°C, le GIEC estime un besoin annuel de :

\$1'600 mds à **\$3'800 mds**

► En comparaison, entre 2017 et 2020 :

- Subventions fossiles ~ **\$550 mds / an**
- Dépenses militaires ~ **\$2'000 mds / an**



D'un début de carrière « brillante »...



HSBC



... À une démission tranchante.

[Actualités](#) / [Actualités](#)

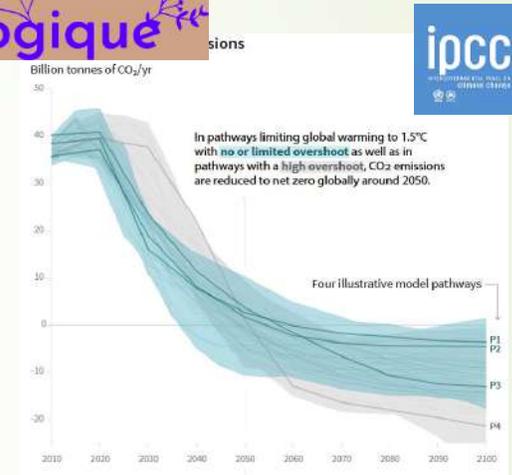
Un cadre d'HSBC démissionne publiquement avec une lettre ouverte à l'humanité

29 juillet 2019

Pourquoi ?



Manifeste étudiant pour un réveil écologique



Appel - Pour former tous les étudiants du supérieur aux enjeux climatiques et écologiques

Les enjeux soulevés par le changement climatique et l'épuisement des ressources et de la biodiversité ont jamais été aussi pressants, et il est clair que les conséquences seront plus graves. La responsabilité de notre avenir repose sur nos épaules, et nous sommes tous concernés. Nous ne pouvons pas attendre que les autres agissent. C'est à nous de prendre les mesures nécessaires pour limiter le réchauffement de la planète et protéger les écosystèmes. Les jeunes sont particulièrement concernés pour leur rôle dans la transition énergétique et écologique, mais ils ont aussi le potentiel de faire entendre leur voix et de contribuer à la solution.



EXCLUSIF. "Formons tous les étudiants aux enjeux climatiques" : l'appel de 80 dirigeants d'établissements

22h30, le 14 septembre 2019

Et pourtant,
le déni,
l'ignorance
 et le cynisme
 persistent en
 « hauts-lieux »

Supporting sustainable growth

Awards and achievements 

Environmental Finance Awards 2019:
 Lead manager of the year, Green Bonds: Local authority/municipality
 Lead manager of the year, Social Bonds: Corporate
 Lead manager of the year, Sustainability Bonds: Corporate

Euromoney Awards 2019:
 World's Best Bank for Sustainable Finance
 Asia's Best Bank for Sustainable Finance
 The Middle East's Best Bank for Sustainable Finance

Extel Awards 2019:
 No.1 in a range of categories including ESG, Socially Responsible Investment and Sustainability

World Resources Institute 2019:
 Achieved 9 out of 10 (dark green status) in research on bank's sustainable finance commitments

Our strategy



Our international network, access to **high growth** markets and balance sheet strength help us to deliver long-term value for our stakeholders. This strong combination of strategic advantages supports our strategy, enabling us to connect customers to opportunities.

Return to **growth** and value creation

We entered the next phase of our strategy in 2018, focused on **growth** and creating value for our stakeholders. In our June 2018 *Strategy Update* we outlined eight strategic priorities to deliver **growth**, improve **returns**, empower our people, and enhance our customer experience. Each priority has a target or set of targeted outcomes by 2020.



Strategic priorities ¹	Targets by end of 2020
1 Accelerate growth from our Asia franchise; be the leading bank to support drivers of global investment: China-led Belt and Road Initiative and the transition to a low-carbon economy	High single-digit revenue growth per annum from Asia franchise Market share gains in eight scale markets ¹⁰ No.1 international bank for Belt and Road Initiative \$100bn in sustainable financing and investment ¹¹
2 Complete the establishment of the UK ring-fenced bank and grow market share	Market share gains
3 Gain market share and deliver growth from our international network	Mid to high single-digit revenue growth per annum from international network ¹² Market share gains in transaction banking



Résumé des initiatives « soutenables » prises par HSBC (2019):

- (1) Emettre des obligations vertes, avec des métriques ESG mal définies, reconnues comme telles par la banque elle-même, mais aussi par leurs fournisseurs de seconde opinion, ne permettant pas de s'assurer d'un impact net positif;
- (2) La gouvernance de ces obligations est basée sur le volontariat, sans aucun objectif contraignant ;
- (4) Ces obligations vertes sont, juridiquement, théoriquement et en pratique, indistinguables des obligations classiques, et posent la question d'un greenwashing fonctionnel (phénomène qu'elles étaient sensées combattre) ;
- (5) Il n'existe aucune stratégie d'atténuation concernant les produits financiers basés sur les combustibles fossiles (actifs échoués), ni aucun outil ou méthodologie de suivi de leur empreinte carbone / émissions de GES totale.
- (6) Aucune stratégie de coopération cohérente, ni interne (entre le Centre de finance durable et tous les salariés de la banque), ni externe (entre les banques d'investissement pour que ces projets ne soient pas en concurrence les uns avec les autres, ou avec d'autres plus rentables car alimentés par des combustibles fossiles) ;
- (7) Ne reconnaît jamais à quel point il est difficile, sinon illusoire, de dissocier la croissance économique de l'énergie fossile, et ne suggère à aucun moment que la croissance pourrait être compromise dans un monde où la neutralité carbone est l'objectif à atteindre de manière imminente.

L'obligation « verte »

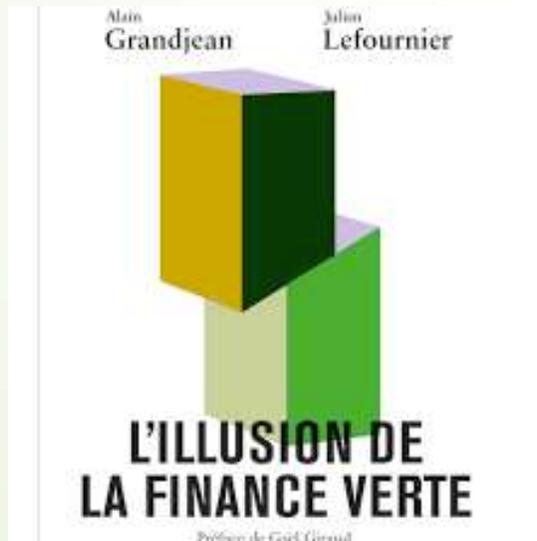
- « En 2018, sur plus de €6'000 milliards de nouvelles obligations émises sur le marché, environ 2-3% ont été répertoriées comme vertes. »

L'obligation verte: homéopathie ou incantation?

Ivar Ekeland¹, Julien Lefournier²

22 avril 2019

Working Paper



Executive summary

La réalité du réchauffement climatique n'est plus discutable. L'objectif de le limiter à 2°C à la fin du siècle a été clairement posé à la COP 21, et un rapport récent du GIEC montre même que, pour éviter des chocs majeurs et irréversibles à la biosphère, il faudrait le limiter à 1,5°C. Cela pose immédiatement la question du financement de la nécessaire transition écolo-énergétique.

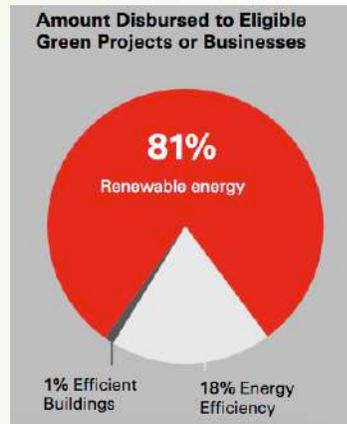
La théorie économique montre que le taux d'actualisation à appliquer pour évaluer un investissement « vert » doit être significativement plus bas que pour un investissement « BAU » (« business as usual »). Dans ce contexte, nous sommes interpellés par les obligations « vertes ». La plupart des parties prenantes prétendent qu'elles assureraient le rendement du marché tout en finançant des projets « verts ». D'autres « observateurs » du marché prétendent qu'elles seraient plus chères pour ses acheteurs, moins chères pour ses émetteurs.

Nous montrons que la promesse « verte » liée à une telle obligation n'a pas de valeur juridique, et, sur un plan théorique, que son placement à des investisseurs professionnels quelconques, associé à l'existence d'un marché secondaire actif, ramène nécessairement son prix à celui d'une obligation classique, c'est-à-dire libérée de tout autre engagement que de payer les coupons en temps et en heure, et de rembourser le nominal à l'échéance finale. Sur le plan pratique, nous passons en revue le marché primaire et le marché secondaire, sans déceler de différence de prix entre les obligations « vertes » et classiques.

Comment se fait-il que deux produits financiers présentés comme différents soient traités de manière identique par les marchés? Nous pensons qu'il s'agit en réalité du même produit, en dépit d'un discours politique et médiatique qui tend à accréditer l'idée d'une différence.

Notre conclusion est qu'il est pour le moins contestable que l'obligation « verte » contribue à la lutte contre le réchauffement climatique (contrairement à certains financements de projets ou autres investissements directs dans des projets verts), et que l'on peut se poser la question d'un greenwashing fonctionnel.

L'obligation « verte »



HSBC Green Progress Report

Green Bonds Details

Issuer	HSBC France SA
Issue Date	25 November 2015
Currency	EURO
Tenor	5 years
Issued Amount	500,000,000
ISIN	FR0013084755

Use of Proceeds

EUR (numbers are rounded to the nearest m)

Reporting Date	30/06/2018	
(A) Amount Disbursed to Eligible Green Projects or Business	500	100%
(A) Renewable Energy (RE)	403	81%
(A) Energy Efficiency (EE)	83	18%
(A) Efficient Buildings (EB)	4	1%
(A) Sustainable Waste Management (SWaste)	-	-
(A) Sustainable Land Use (SLU)	-	-
(A) Clean Transport (CT)	-	-
(A) Sustainable Water Management (Swater)	-	-
(A) Climate Change Adaptation (CCA)	-	-
(A) Bond proceeds remaining to be used	0	0

Further Bond Information

Number of projects/clients supported by HSBC's Inaugural Green Bond	17	
Allocation of bond proceeds to new projects (signed within 6 months of bond issue)	EUR 56m	11%
Allocation of bond proceeds to refinanced projects	EUR 444m	89%
Geographic allocation of projects	Greece, Ireland, Italy, Germany, South Africa, Spain, Turkey and the UK	
Allocation of bond proceeds to project and export finance	EUR 392m	78%
Allocation of bond proceeds to client loans	EUR 108m	22%

L'obligation « verte »

- Eoliennes et panneaux solaires ont besoin de pétrole pour les machines permettant l'extraction de métaux, puis pour la fabrication d'infrastructure permettant l'assemblage, la distribution, et la maintenance.
- L'extraction des terres rares, minerais ou métaux critiques, se fait la plupart du temps illégalement dans des zones écologiques sensibles en Chine, en Afrique, ou en eaux profondes
- L'extraction minière est un cauchemar environnemental où se côtoient :
 - Occupation de terres agricoles, de forêts ou de déserts;
 - Rejet de métaux lourds;
 - Pluies acides;
 - Eaux de rivières contaminées;
 - Extermination d'espèces et dérèglements climatiques;
 - Violation de droits humains.
- L'énergie générée ne sert pas à protéger des espèces en danger, mais alimente les entreprises responsables de l'extermination massive des espèces.



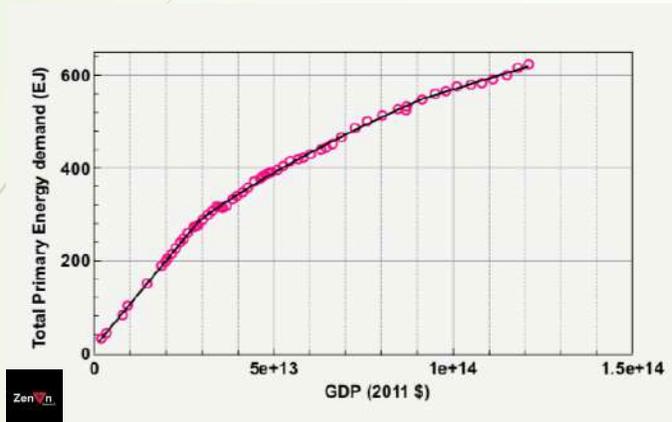
'Most renewable energy companies' linked with claims of abuses in mines

Corporate watchdog urges clean-up of supply chains as analysis finds weak regulation and enforcement has led to lack of scrutiny



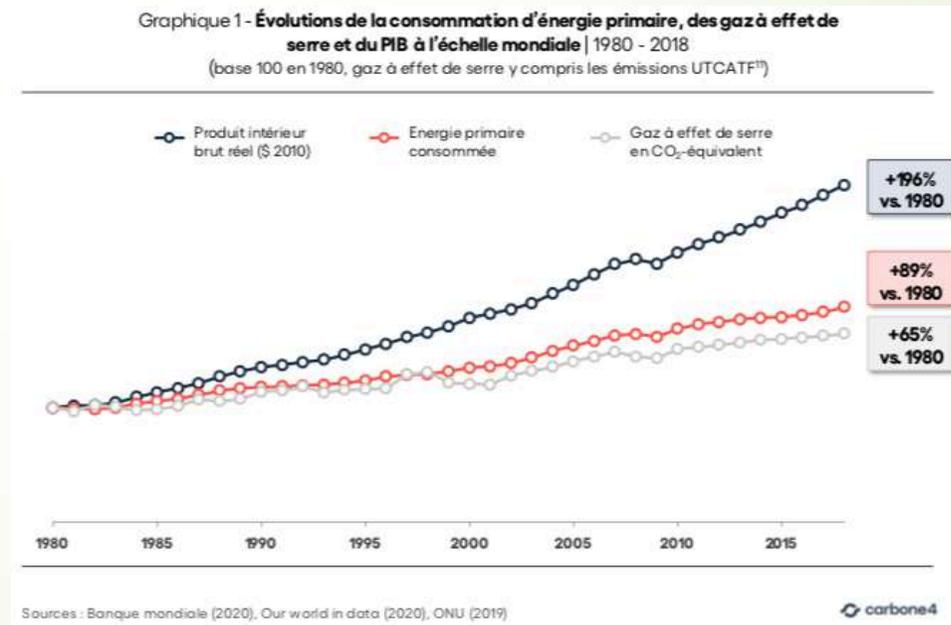
▲ Cobalt mining in the Democratic Republic of the Congo. Demand for minerals could rise by as much as 900% by 2030, according to World Bank estimates. Photograph: Sebastian Meyer/Corbis via Getty Images

La croissance « verte »

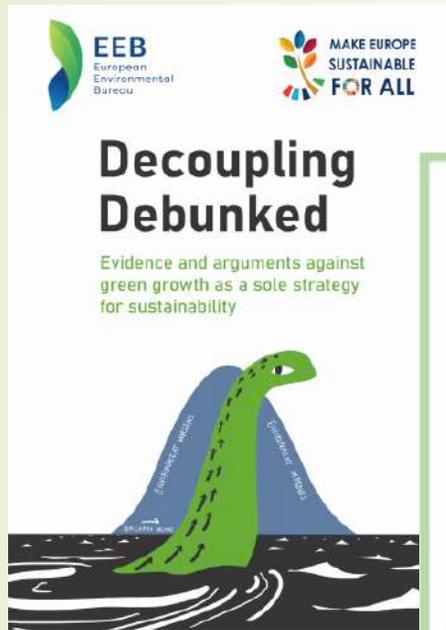


- Évolution de la relation entre la demande d'énergie primaire et le PIB pour la période 1850-2019. La ligne noire montre un modèle d'ajustement basé sur trois phases : un modèle linéaire jusqu'aux années 1970, puis une loi de puissance, et enfin un modèle linéaire à nouveau mais avec une pente plus faible.

Données provenant du projet Maddison et de BP Statistical Review.



La croissance « verte »



- Le « développement durable » est une (longue) quête de « découplage » entre
 - Croissance énergétique (fossile, et donc 1ère cause du réchauffement climatique) ou matérielle (extractivisme) et
 - Croissance économique. On parle aussi de « croissance verte ».
- Or ce « découplage » ne vient pas, n'a jamais été observé, et fait l'objet d'une remise en question empirique grandissante.
- Ces connaissances sont rassemblées dans le rapport « Decoupling Debunked » de l'EEB (2019).

ENVIRONMENTAL RESEARCH
LETTERS

TOPICAL REVIEW

A systematic review of the evidence on decoupling of GDP, resource use and GHG emissions, part I: bibliometric and conceptual mapping

Dominik Wiedenhofer¹, Doris Virág¹, Gerald Kalt¹, Barbara Plank¹, Jan Streeck¹, Melanie Pichler¹, Andreas Mayer¹, Fridolin Krausmann¹, Paul Brockway², Anke Schaffartzik^{1,7}

+ Show full author list

Published 11 June 2020 • © 2020 The Author(s). Published by IOP Publishing Ltd

Environmental Research Letters, Volume 15, Number 6

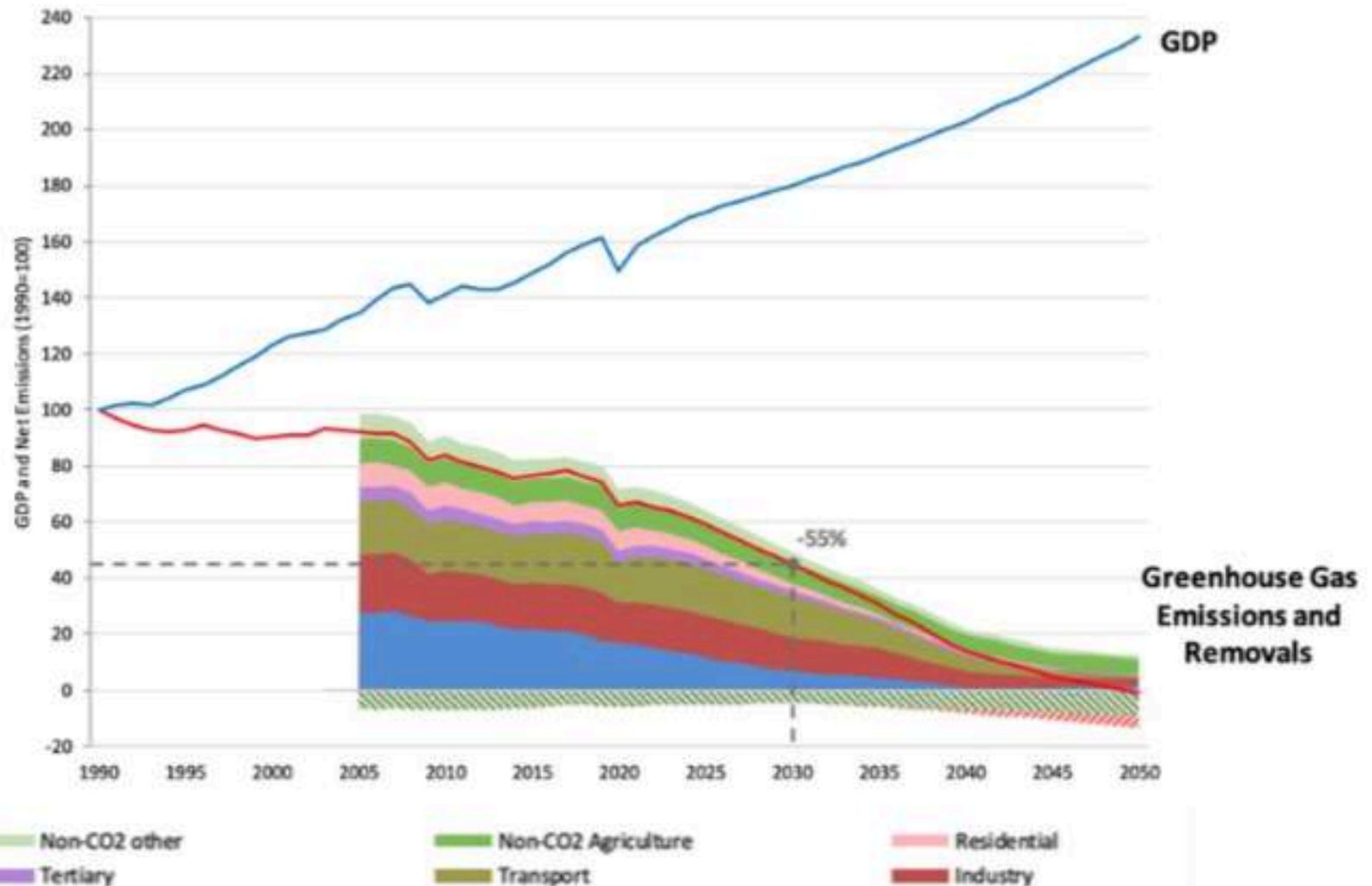
Citation Dominik Wiedenhofer et al 2020 Environ. Res. Lett. 15 063002

La croissance « verte »

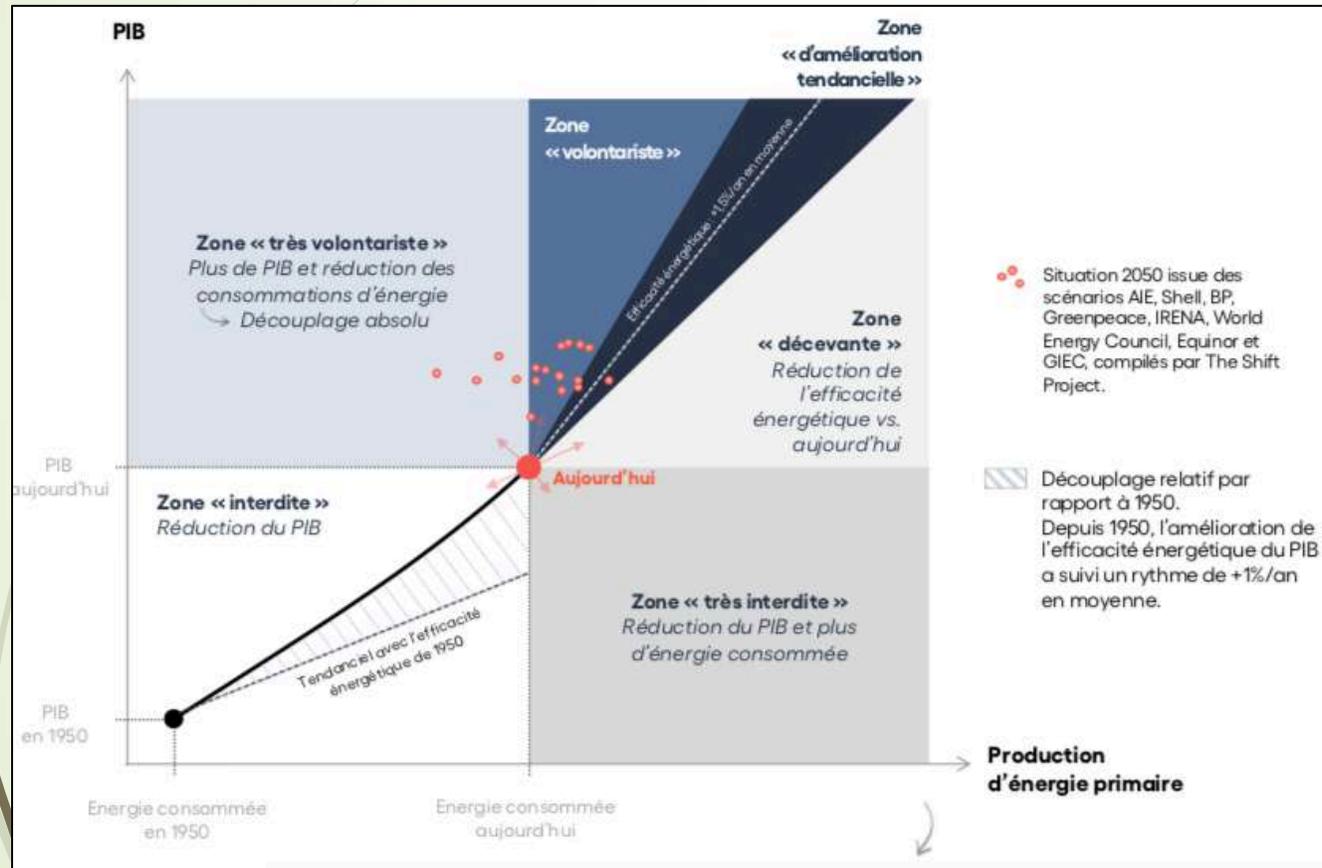
- Un découplage rompt ou atténue le lien entre croissance économique et impact environnemental.
- Ce découplage se doit d'être
 - Absolu
 - Total
 - Mondial
 - Pérenne
 - Rapide
- Afin de répondre pleinement au désastre en cours, et dont nos sociétés ne font que subir les prémices.
- Cet effort de découplage devrait également être **justement réparti**, les pays développés disposant de marges de manœuvre plus importantes pour modifier leurs usages. Ils portent de ce fait la responsabilité historique de faire émerger rapidement des modèles d'économies soutenables et décarbonées.

Nous avons besoin d'un découplage :		Description	Exemple	Version dégradée
...absolu	→	Les variables sont indépendantes l'une de l'autre donc libres d'évoluer de façon opposée .	Un taux de croissance du PIB de 2% est accompagné d'une réduction absolue des émissions de GES de 3%.	Découplage relatif : La croissance du PIB est accompagnée d'une croissance des émissions de moins en moins importante.
...total	→	Le PIB est décorrélé de la consommation de toutes les ressources épuisables et de tous les dommages environnementaux.	Le PIB parvient à croître en consommant chaque ressource épuisable à un niveau soutenable et en n'occasionnant aucun dégât écologique (ou humanitaire) .	Découplage partiel : Le couplage persiste avec certains indicateurs de dommage environnemental ou de consommation de ressources épuisables.
...mondial	→	Le découplage se produit au niveau mondial.	La consommation mondiale d'énergies fossiles diminue alors que le PIB continue à augmenter.	Découplage local : Une économie donnée voit son PIB croître alors que sa consommation de ressources fossiles baisse.
...pérenne	→	Le découplage se produit sur une échelle de temps suffisante pour pouvoir dire qu'il est structurel et non pas conjoncturel .	Sur les 5 dernières années , le PIB a augmenté alors que les émissions de GES ont diminué.	Découplage temporaire : Un découplage très ponctuel a lieu (e.g. une année donnée), mais il n'est pas maintenu dans le temps.
...rapide	→	Le découplage a lieu assez vite pour empêcher des dommages environnementaux irréversibles.	Un PIB en croissance est accompagné d'une réduction absolue des émissions de GES de 7,6%/an d'ici 2030 .	Découplage trop lent : Un découplage absolu et mondial, pérenne se produit mais n'est pas assez rapide pour respecter les limites de l'Accord de Paris

"The EU's pathway to sustained economic prosperity and climate neutrality, 1990-2050"



La croissance « verte »

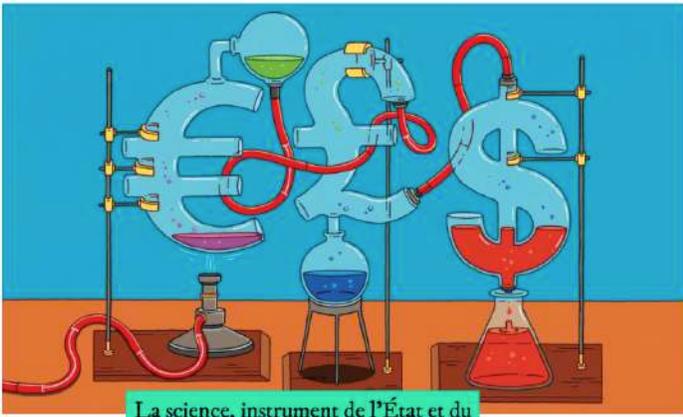


- À une exception près, aucun scénario ne se trouve dans la zone « d'amélioration tendancielle », qui rehausse pourtant le rythme historique de gains d'efficacité énergétique.
- Cela signifie que presque tous les scénarios partent du principe que nous ferons très significativement mieux à l'avenir que par le passé.

Est-ce une hypothèse robuste sur laquelle fonder une stratégie à l'échelle du globe ?

Quelles autres perspectives ?

Interroger/critiquer la science, le progrès, le travail...



La science, instrument de l'État et du capitalisme industriel (par Guillaume Carnino)



Le mensonge du progrès (par Nicolas Casaux)

